

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 18 SEPTEMBRE 2018

PROCÈS – VERBAL

L'an deux mille dix-huit, le dix-huit septembre, à dix-huit heures trente,

Le conseil municipal de la commune d'Aiguillon s'est réuni en séance, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de monsieur Jean-François SAUVAUD, maire.

Étaient présents : MM. Jean-François SAUVAUD, Fabienne DE MACEDO, Sylvio GUINGAN, Brigitte LEVEUR, Michel PEDURAND à partir de 19h20, Fabienne DIOUF, Youssef SADIR, Gabriel LASSERRE, Michel CACAYS, André CASTAGNOS, Christiane FAURE, Bernard COURET, Daniel GUIHARD, Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Patrick PIAZZON, Nicole MOSCHION,

Étaient absents : MM, Jacqueline BEYRET-TREZEGUET, Monique SASSI, Hélène AYMARD, Pascal DESCLAUX, Marcia MACARIO DE OLIVEIRA, Hajiba KAZAOUI, Catherine SAMANIEGO, Alain LACRAMPE MOINE, Patrick LE GRELLE, Vanessa CAMPOY MARTINEZ.

Pouvoirs de vote :

Mme, Jacqueline BEYRET-TREZEGUET à Fabienne DE MACEDO

Mme Monique SASSI à M. Bernard COURET

M. Pascal DESCLAUX à André CASTAGNOS

Mme Marcia MACARIO DE OLIVEIRA à M. Jean-François SAUVAUD

Mme Hajiba KAZAOUI à Mme Brigitte LEVEUR

Mme Catherine SAMANIEGO à Mme Christiane FAURE

M. Alain LACRAMPE MOINE à M. Christian GIRARDI

Mme Vanessa CAMPOY MARTINEZ à Catherine LARRIEU

Madame Christiane FAURE a été élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité le Procès-verbal de la séance du 10 juillet 2018.

ADDUCTION EAU POTABLE / ASSAINISSEMENT

1. Rapports annuels sur le prix et la qualité des services (RPOS) AEP et Assainissement –
Année 2017

Le conseil municipal est appelé à approuver les rapports annuels sur le prix et la qualité des services d'adduction d'eau potable et d'assainissement pour l'année 2017. Destinés en priorité à l'information des usagers dans un souci de transparence, ils sont basés sur des indicateurs techniques et financiers.

Sur le territoire du centre-bourg, la commune d'Aiguillon a mandaté la société ICARE pour l'analyse de ces rapports (jointes en annexe), sur la base :

- du rapport annuel du délégataire VEOLIA EAU,
- de visites de contrôle des installations,
- du rapport annuel concernant la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, rédigé par la Délégation territoriale de Lot-et-Garonne de l'Agence Régionale de Santé, de la note d'information établie
- par l'Agence de l'eau Adour-Garonne sur les redevances figurant sur la facture d'eau des abonnés et sur la réalisation de son programme pluriannuel d'intervention.

Dans la partie rurale de la commune, c'est le syndicat EAU 47, compétent, qui rédige et transmet le rapport, au conseil municipal pour approbation (gestionnaires : SAUR et Lyonnaise des eaux).

Tous ces rapports sont tenus à la disposition du public en mairie, dans les 15 jours suivant leur présentation devant le conseil municipal.

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur SALIN-MARTY du Cabinet ICARE qui présente les rapports annuels sur l'eau et l'assainissement

A la suite de l'exposé de Monsieur SALIN-MARTY, Monsieur GUINGAN souligne que l'eau n'est pas une marchandise ni un produit comme les autres mais un bien commun auquel chacun doit avoir accès. Monsieur le Maire rappelle la mise en place de chèques eau en faveur des personnes à bas revenus par le biais du CCAS

Monsieur COURET signale que l'eau a un mauvais goût ce qui contraint à l'achat de bouteilles d'eau.

Monsieur COURRET souligne que la commune possède un seul forage. Il lui est répondu que des interconnexions sont possibles, notamment avec le syndicat du sud du Lot sur la zone de Fromadan (EAU47) ainsi que l'achat de 30 mètres cubes/heure sur la commune de Clairac.

Monsieur GIRARDI demande si un programme de recherche de fuites a été mis en place.

Monsieur SALIN-MARTY informe l'assemblée que des recherches de fuites de nuit sont effectuées, ainsi que des mesures grâce au débitmètre. Il faut également prendre en compte, quant à la perte de rendement, des purges de réseau, des travaux sur les canalisations (responsable de fuites importantes).

Monsieur GIRARDI demande s'il serait possible de produire l'eau de consommation à partir des nappes de surface, Monsieur SALIN-MARTY lui répond que cela est impossible car les nappes de surface étant polluées le traitement de celles-ci serait trop onéreux, c'est pourquoi l'utilisation de la nappe souterraine est privilégiée.

Les Membres de l'assemblée soulèvent plusieurs problèmes concernant la station d'épuration :

La station d'épuration n'est plus en capacité de traiter la totalité des eaux en cas de pluie, entraînant l'écoulement des surplus vers le Lot. En ce qui concerne les problèmes d'odeurs engendrés par la station aucune solution n'est envisageable car trop onéreuse (bassins couverts).

Afin de contenir les surplus d'eau la construction de bassin de rétention pourrait être envisagée.
Il sera nécessaire dans l'avenir de construire une station plus performante en tenant compte des nouvelles normes.

Le conseil municipal, Après en avoir délibéré, approuve les rapports annuels sur le prix et la qualité des services d'adduction d'eau potable et d'assainissement pour l'année 2017

*25 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

2. Transfert des compétences eau potable (AEP) et assainissement collectif (AC)

Monsieur le Maire rappelle que la commune d'Aiguillon exerce ces compétences selon les modes de gestion suivants :

- Compétence AEP : délégation de service public – Affermage
- Compétence AC : délégation de service public – Affermage.

Monsieur le Maire rappelle également l'intérêt pour la commune d'Aiguillon de garantir la continuité du service AEP et AC sur son territoire en anticipant les effets de la loi n°2018-991 du 7 août 2015 dite « Loi NOTRE ».

Monsieur le Maire informe les membres de l'assemblée qu'il est préférable de transférer les compétences avant le 1^{er} janvier 2020 afin de permettre à la commune de se réserver le choix du mode de gestion (régie ou délégation) et de maintenir, une eau de qualité à un prix raisonnable, grâce aux négociations qui pourront être menées. Dans le cas où le transfert se ferait après le 1^{er} janvier 2020, il se ferait directement vers la Communauté de Communes ce qui ne laisserait aucune possibilité de négociation.

En tout état de cause, Monsieur le Maire souligne qu'il portera les désirs du Conseil Municipal, défini en Conseil.

Madame MOSCHION considère qu'il n'y a pas suffisamment d'éléments fournis concernant les points de négociation possible.

**Le conseil municipal,
Après en avoir délibéré,**

- **TRANSFÈRE** les compétences « eau potable » et « assainissement collectif » de la commune d'Aiguillon au Syndicat EAU47 dans le cadre de l'article 2.2 de ses statuts, à compter du 1^{er} janvier 2019 ;
- **MANDATE** Monsieur le Maire pour solliciter du syndicat Eau47 l'accord sur ce transfert ;
- **PRECISE** que ces transferts et adhésions seront validés par un arrêté du préfet de Lot et Garonne, Saisi par le syndicat Eau47, prononçant l'actualisation de ses compétences et l'évolution de son périmètre ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents présidant au transfert des actes et conventions, y compris avenants de transfert et procès-verbaux de mise à disposition des biens ;
- **PRECISE** que le Conseil municipal sera appelé à se prononcer ultérieurement sur la reprise des éléments financiers définitifs

23 voix pour

1 voix contre, (M. PIAZZON)

1 abstention, (M. MOSCHION)

FINANCES LOCALES

3. Génie civil en coordination avec les travaux d'éclairage public – Sdee 47 Convention de maîtrise d'ouvrage déléguée

Monsieur le Maire informe les Membres du Conseil municipal qu'il conviendrait de procéder à la réalisation de travaux de génie civil complémentaire pour les places Clémenceau et Espiau

Il précise qu'il serait souhaitable que ces travaux soient réalisés sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat Départemental d'Électricité et d'Énergies de Lot-et-Garonne (Sdee 47) en accord avec la délibération de son Comité syndical en date du 10 mars 2014, afin de favoriser la réduction du coût des travaux, éviter le recours à un coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé imposées par la co-activité de deux entreprises sur un même périmètre de travaux, et limiter la gêne provoquée par les chantiers successifs.

Ainsi, il est proposé de confier au Syndicat Départemental d'Électricité et d'Énergies de Lot-et-Garonne (Sdee 47) un mandat de maîtrise d'ouvrage pour cette opération.

Monsieur le Maire précise que compte tenu de l'estimation financière des travaux, la part financière estimative de la commune s'élève à 11 730.43 € TTC.

**Le conseil municipal,
Après en avoir délibéré,**

- **CONFIE** les travaux de génie civil à réaliser sur le secteur Aiguillon, au Syndicat Départemental d'Électricité et d'Énergies de Lot-et-Garonne (SDEE 47),
- **APPROUVE** et **AUTORISE** le Maire à signer la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage devant intervenir entre la commune et le SDEE 47 (convention jointe en annexe),
- **S'ENGAGE** à inscrire au budget les crédits nécessaires au règlement de la dépense correspondante.

25 voix pour,

0 voix contre,

0 abstentions

4. Décision modificative N°1 -2018

Monsieur le maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice en cours, il est apparu nécessaire de procéder à la régularisation d'écriture entre les différents chapitres du budget principal de la Commune.

Sous total Investissement		92 500,00 €		
Opération d'ordre				
Opération d'ordre de transfert entre sections		8 000,00 €		sols 1er et 2ème étage
			12 115,00 €	Régularisation comptable dotations aux amortissements
Virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement	021		88 385,00 €	Régularisation comptable dotations aux amortissements
Sous total Opération d'ordre - investissement		8 000,00 €	100 500,00 €	
Total section d'investissement		100 500,00 €	100 500,00 €	
Libelle	Chapitre	Dépenses	Recettes	Objet
 FONCTIONNEMENT				
Charges à caractère général	011	20 000,00 €		Régularisation Electricité 2017
		20 000,00 €		
Charges de Personnel	012	20 000,00 €		
		20 000,00 €		
Charges de gestion courante	65	7 500,00 €		subvention cinéma 2017
		10 000,00 €		CCAS (Prévisionnel)
		17 500,00 €		
Atténuation de Charges	013		20 000,00 €	Assurance statutaire
			20 000,00 €	
Impôts et Taxes	73		54 182,00 €	Notification Etat 1259 Fiscalité
			11 269,00 €	Notification CFE
			4 400,00 €	Notification TASCOM
			69 851,00 €	
Dotations et Participations	74		11 079,00 €	Notification Dotation Forfaitaire
			49 070,00 €	Notification Dotation solidarité rurale
			60 149,00 €	
Sous total Fonctionnement		57 500,00 €	150 000,00 €	
Opération d'ordre				
Ecritures d'ordre entre section	042	12 115,00 €		Régularisation comptable dotations aux amortissements
			8 000,00 €	sols 1er et 2ème étage
Virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement	023	88 385,00 €		
Sous total opération d'ordre - Fonctionnement		100 500,00 €	8 000,00 €	
Total Section de fonctionnement		158 000,00 €	158 000,00 €	
TOTAL Général		258 500,00 €	258 500,00 €	

Le conseil municipal,
Après en avoir délibéré, approuve les régularisations comptable ci-dessus

25 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

* * *

5. Recrutement d'un enseignant dans le cadre d'une activité d'étude surveillée

Monsieur le Maire expose aux membres du conseil municipal qu'il est nécessaire de procéder au recrutement d'un intervenant pour animer les études surveillées sur le temps périscolaire.

Cette activité pourrait être assurée par un enseignant, fonctionnaire de l'Education nationale, dans le cadre de la réglementation des cumuls d'activités qui permet aux fonctionnaires d'exercer une activité accessoire d'intérêt général auprès d'une personne publique, à condition d'y être autorisé par son employeur principal.

Pour ce qui concerne la rémunération le décret n° 66-787 du 14 octobre 1966 et la note de service du Ministère de l'Education nationale du 26 juillet 2010 précisent les montants plafonds de rémunération des heures effectuées dans ce cadre.

Conformément aux dispositions régissant le régime spécial de sécurité sociale des fonctionnaires la rémunération afférente à cette activité accessoire sera soumise aux seules cotisations suivantes : CSG, CRDS, et, le cas échéant, 1 % solidarité et RAFP.

Le conseil municipal,
Après en avoir délibéré,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à recruter un fonctionnaire du ministère de l'Education nationale pour assurer des tâches d'animation d'une étude surveillée pendant le temps périscolaire, à partir du **1er octobre 2018 jusqu'au 28 juin 2019**.
- **FIXE** la rémunération de l'intervenant sur la base d'une indemnité horaire fixée à 22,34 € brut ;
- **DÉTERMINE** que le temps nécessaire à cette activité étude surveillée est évalué à 2 heures par semaine.

25 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

INTERCOMMUNALITE

6. Opération de ravalement obligatoire des façades – Régime d'intervention de la Commune

Monsieur le Maire rappelle que par délibération en date du 23.03.2018, le Conseil Municipal a décidé de solliciter l'inscription de la commune sur la liste départementale des villes à ravalement de façades obligatoires.

L'opération façade permet un accompagnement technique et administratif gratuit ainsi que l'attribution d'une subvention publique pour l'amélioration extérieure de l'habitat.

Par arrêté préfectoral n°47-2018-06-11-004 en date du 11.06.2018, la Commune d'Aiguillon a été portée sur la liste des communes autorisées à réaliser le ravalement des façades des immeubles.

Cette opération portée par la communauté de Communes du Confluent et des coteaux de Prayssas et inscrite en complémentarité du dispositif destiné à l'amélioration intérieure de l'habitat qu'est l'opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat peut dès à présent débiter.

**Le conseil municipal,
Après en avoir délibéré,**

- **VALIDE** le règlement de l'opération tel que présenté en annexe n°1,
- **VALIDE** le cahier des charges de l'opération tel que présenté en annexe n°2,
- **DONNE** mandat à Monsieur le Maire pour arrêter le périmètre pertinent à l'échelle de la commune,
- **DECIDE** une participation de la commune sur la base d'un pourcentage de 10 % du coût des travaux hors taxe dans la limite d'un plafond de 9000 €,
- **VALIDE** pour l'exercice 2018 un budget à hauteur de 2700 € (trois dossiers).

*25 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

7. Désignation de l' élu référent au Comité de pilotage – territoire à énergie positive (TEPOS)

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal du lancement officiel du programme d'actions « Territoire à Energie Positives » (TEPOS) le 13 juin dernier à Lagarrigue.

La Communauté de Communes a prévu la mise en place d'un Comité de pilotage afin d'associer l'ensemble des partenaires, échanger sur le programme d'actions TEPOS, mesurer son avancement et émettre des recommandations pour la suite de sa mise en œuvre.

La délibération prévoit un Comité de pilotage partenarial composé :

- d'un représentant de chacune des 9 commissions thématique de la Communauté,
- d'experts et partenaires locaux impliqués,
- de nos partenaires institutionnels (Etat, Région, Département, Chambre consulaire),
- d'un représentant de chacune des 29 communes du territoire.

- Le conseil municipal,
- Après en avoir délibéré,

- **DÉSIGNE** l' élu référent TEPOS de la Commune d'Aiguillon en la personne de : Monsieur PEDURAND.

*25 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

8. Proposition d'instauration du permis de démolir

La réforme des autorisations d'urbanisme en vigueur depuis le 1er octobre 2007, dispense d'autorisation préalable les travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction sauf si elle est située dans un secteur sauvegardé, dans le champ de visibilité d'un monument historique, dans un site classé, ou inscrite au titre des monuments historiques. Néanmoins, le conseil municipal peut décider d'instituer le permis de démolir sur son territoire (commune ou partie de commune), en application de l'article R 421-27 du Code de l'urbanisme.

Dans les procédures de PLU/PLUI actuellement engagées par les communes de notre territoire, le règlement écrit comprend une clause rendant obligatoire le permis de démolir. Etant donné qu'il relève de la **compétence de chaque commune d'instituer le permis de démolir, afin d'harmoniser la procédure à l'échelle du territoire de l'EPCI pour une égalité de traitement des administrés.**

Cette obligation permettra de suivre précisément l'évolution du bâti en gérant sa démolition et en permettant son renouvellement tout en sauvegardant son patrimoine et notamment les petits éléments bâtis

participant à la richesse culturelle et paysagère du territoire. Il est de l'intérêt de la commune de maintenir un contrôle sur les travaux de démolition de tout ou partie de construction.

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment son article L2121-29,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L421-3, R421-27, R421-28-e) et R421-29,

Vu le décret n°2007-18 du 05 janvier 2007 pris pour l'application de l'ordonnance n°2005-1527 du 08 décembre 2005 relative aux permis de construire et aux autorisations d'urbanisme,

Vu l'avis favorable de la commission aménagement de l'espace en date du 18 avril 2018 ;

Considérant l'intérêt de la commune pour la protection du patrimoine, de soumettre à autorisation préalable tous travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une

construction située sur le territoire communautaire, excepté ceux prévus à l'article R.421-29 du Code de l'Urbanisme, exemptés en tout état de cause de permis de démolir et ce, quelle que soit la situation des terrains,

Considérant la volonté d'harmonisation des procédures pour une équité de traitement des administrés sur le territoire de l'EPCI,

*Le conseil municipal,
après en avoir délibéré,*

*25 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

- **INSTITUT** le permis de démolir pour tous travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction située sur leur territoire afin d'harmoniser la procédure à l'échelle du territoire communautaire, à l'exception des démolitions visées à l'article R.421-29 du Code de l'urbanisme (défense nationale, immeuble insalubre, décision de justice, servitude de reculement, ligne électrique et canalisation).

Questions diverses

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal de la réponse du Préfet quant à la demande d'installation d'un radar automatique de contrôle de vitesse et de verbalisation des contrevenants dans le hameau de Ste Radegonde, lecture est faite d'un extrait du courrier.

« Après avoir saisi la Direction Départementale des Territoire de Lot et Garonne et le Colonel, Commandant le groupement de Gendarmerie départemental, il en résulte que l'axe prioritaire D 666 entre Villeneuve sur lot et Aiguillon est régulièrement investi par les unités de sécurité routière et ciblé en matière de vitesse avec interception.

Par ailleurs, un radar fixe double sens est installé à Laffitte-sur-Lot situé à quelques kilomètres de l'intersection de la RD 666 et de la RD 251, intersection qui va faire prochainement l'objet de travaux d'aménagement afin de réduire la vitesse des usagers à 30 km/h.

En conséquence, le résultat de ces mesures demande à être examiné dans le temps pour juger de leur efficacité avant de prévoir l'installation d'un radar à ce niveau.

De plus, l'installation d'un radar fixe doit répondre à différents critères notamment l'accidentalité, la vitesse réellement constatée, ainsi que l'impossibilité de réaliser des aménagements de voiries pour rendre la zone moins accidentogène.

Or, à ce jour, compte tenu des éléments en ma possession, il s'avère que la mise en place d'un radar ne répond pas aux critères fixés par la délégation à la sécurité et à la circulation routière. »

Monsieur le Maire informe l'assemblée que suite au passage d'un véhicule poids lourd ayant percuté le pont de la route 813, celui-ci se trouve fermé à la circulation.

Le SDR du département a commandé une étude(solidité), les travaux nécessaires seront réalisés à la suite.

Monsieur le Maire informe que à la suite de la nouvelle réforme de la gestion des listes électorales, une nouvelle commission de contrôle remplacera la Commission de révision des listes électorales dès 2019, elle se compose, dans les villes de plus de 1000 habitants, de :

- 3 conseillers municipaux appartenant à la liste ayant obtenu le plus grand nombre de siège, pris dans l'ordre du tableau afin de participer aux travaux de la commission (à l'exception du Maire, des Adjointes et Conseillers titulaires d'une délégation en matière d'inscription sur la liste électorale).
- 2 Conseillers municipaux appartenant respectivement à la deuxième et troisième liste ayant obtenu le plus grand nombre de Sièges, pris dans l'ordre du tableau parmi les membres
- prêts à participer aux travaux de la commission.

Pour Aiguillon, sous réserve de la nomination par arrêté préfectoral, il s'agit de :

M.M. Jacqueline BEYRET-TRESEGUE, Michel CADAYS, André CASTAGNOS, Alain LACRAMPE-MOINE, Patrick PIAZON

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 21H10.

Le maire,

Le secrétaire,

Et ont signé les membres présents :

Fabienne DE MACEDO

Sylvio GUINGAN

Brigitte LEVEUR

Michel PEDURAND

Fabienne DIOUF

Youssef SADIR

Gabriel LASSERRE

Jacqueline BEYRET TRESEGUE

Michel CADAYS

André CASTAGNOS

Monique SASSI

Christiane FAURE

Bernard COURET

Hélène AYMARD

Daniel GUIHARD

Pascal DESCLAUX

Marcia MACARIO DE OLIVEIRA

Hajiba KAZAOUI

Cathy SAMANIEGO

Alain LACRAMPE MOINE

Patrick LE GRELLE

Vanessa CAMPOY MARTINEZ

Christian GIRARDI

Catherine LARRIEU

Patrick PIAZZON

Nicole MOSCHION